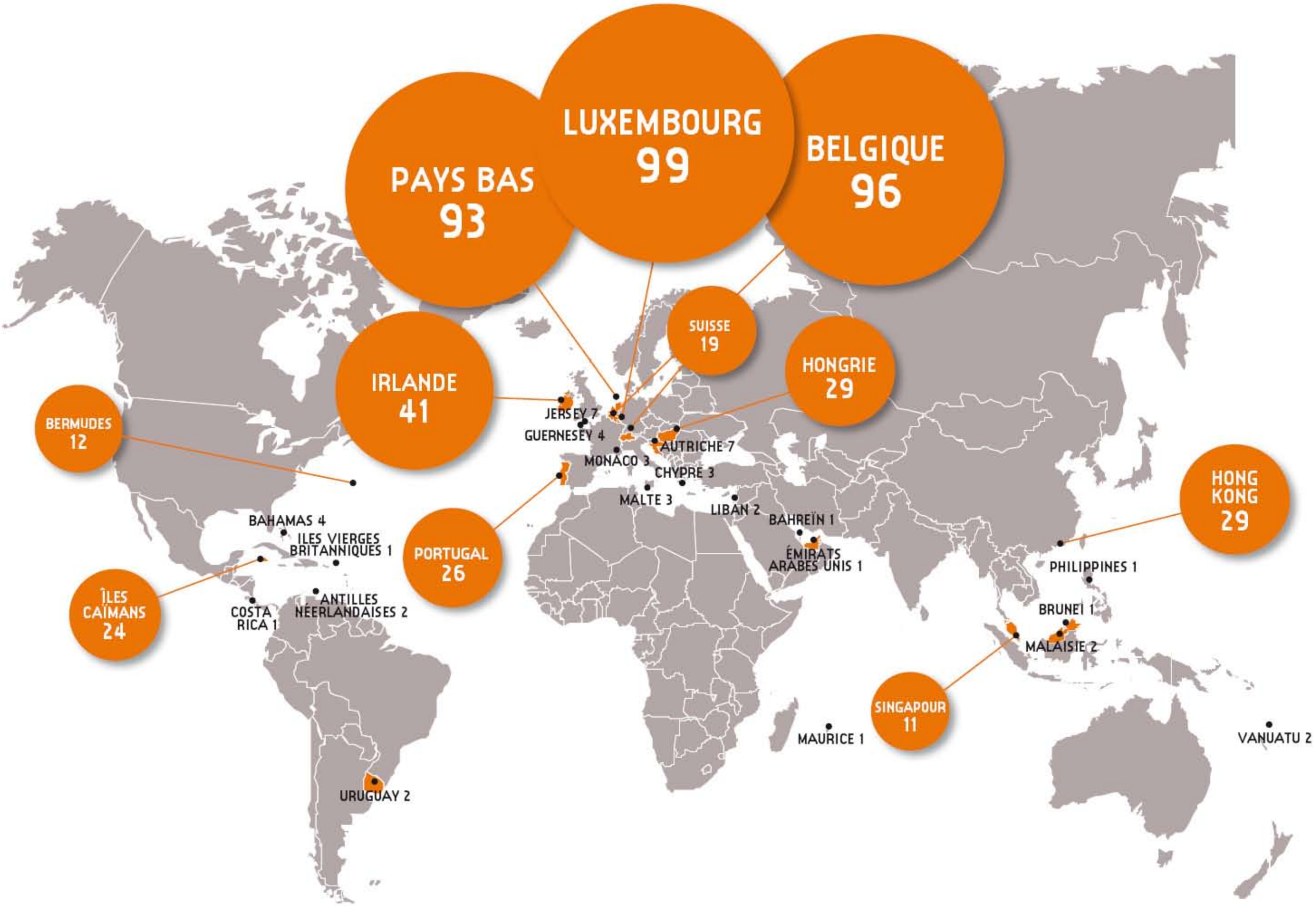
LES PARADIS FISCAUX PRÉFÉRÉS

DES BANQUES FRANÇAISES